

---

# LE POINT DU JOUR,

OU

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à  
l'Assemblée Nationale.

N<sup>o</sup>. C C.

---

Du Samedi 30 Janvier 1790.

LA santé de M. Target n'étant pas encore rétablie, M. l'abbé de Montesquiou a présidé l'assemblée.

Après la lecture du procès-verbal par M. Barère de Vieuzac, un député de Strasbourg a demandé qu'on ajoutât au décret des Juifs, ces mots, *sans rien préjuger sur les Juifs d'Alsace & de Lorraine*; mais on a cru inutile d'insérer cette disposition, puisqu'un décret avoit déjà ajourné cette question.

M. Bouche a dit qu'il seroit possible que les Juifs du comtat Venaislin fussent exclus, si l'on n'ajoutoit pas le mot *Comtadins* à celui d'*Avignonois*;

Mais M. Desmeuniers a observé qu'il seroit aussi dangereux qu'inutile de traiter cette question; « d'après votre décret, on ne refusera pas, a-t-il dit, les droits de citoyen actif à ceux qui seront en possession dans les divers lieux du royaume. »

On a réclamé l'ordre du jour.

M. Gossin a continué les rapports sur la division des départemens; celui du Velay a été le premier sur lequel il a proposé un projet de décret.

Tome VI.

T

Un curé de cette province a pris la parole ; en disant : « je viens plaider la cause des campagnes à laquelle vous avez été toujours si favorables ; il a établi que l'intérêt de ses habitans étoit sacrifié à l'agrandissement de trois villes. Il vouloit en conséquence que l'on fit un plus grand nombre de districts pour rapprocher l'administration des administrés ; un autre député a observé que ce département ayant une très-petite surface, on ne pourroit pas y multiplier les districts qui augmentent les frais d'administration.

L'avis du comité de constitution a été adopté, & elle a statué de même sur Draguignan.

L'assemblée nationale décrète que le département du Velay est divisé en trois districts, dont les chefs-lieux sont les villes du Puy & Brioude ; pour le troisième, la ville d'Issengeaux provisoirement ;

2°. Que la ville du Puy est le chef-lieu de ce département.

3°. Qu'à la première assemblée il sera déterminé si Issengeaux doit demeurer définitivement chef-lieu du troisième district, & dans lesquelles des villes situées dans l'étendue de son territoire, il convient de placer le siège de la juridiction, de manière que ces deux établissemens soient partagés.

Le rapporteur s'est occupé de la division du département de Troyes.

M. Baillot a réclamé en faveur de la ville d'Estissac, pour toutes les communautés qui demandoient à se réunir à ce district.

L'assemblée a décidé qu'elle accordoit le droit de s'y réunir, à toutes les communautés qui le desireroient, & elle a adopté l'avis du comité conçu en ces termes :

L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution,



1°. Que le département de Troyes est divisé en six districts, dont les chefs-lieux sont Troyes, Nogent, Arcis-sur-Aube, Bar-sur-Seine provisoirement, & Dervis.

2°. Que la ville de Troyes est le chef-lieu de ce département.

3°. Qu'il n'y a lieu à délibérer, quant à présent, sur la réclamation des villages de Clejles & de Bagneux.

4°. Que la ville d'Arcy-sur-Aube est le chef-lieu de son district & que les électeurs du département détermineront si la ville de Mery doit partager avec elle les établissemens de ce district, ou s'il convient mieux aux administrateurs qu'ils soient réunis à Arcis-sur-Aube.

5°. Que la paroisse de Saint-Liebaust & même celles voisines qui auroient réclamé d'être réunies au district de Troyes, seront détachées de celui de Dervis, pour être annexées au premier.

6°. Que le village de Caufin sera réuni au district dont Bar-sur-Seine est provisoirement chef-lieu, & au département de Troyes.

7°. Que toutes autres limites intérieures & extérieures de ce département & de ses districts, auront lieu conformément aux conventions des parties, & aux lignes tracées par vos commissaires.

Un autre rapport concernant un des trois départemens de Provence. M. de Juigné a demandé que Lorgnes fût chef-lieu de district provisoirement; M. Syès a fait voir les inconvéniens qu'il en résulteroit.

M. Ferot a dit, que le chef-lieu du district ne pouvoit être dans cette ville, à cause de sa grande proximité de Draguignan.

L'avis du comité de constitution a été adopté sur ce point, & le provisoire refusé à la ville de Lorgnes. L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution,



1°. Que dans le département de l'est de la Provence, la viguerie de Draguignan sera partagée en deux districts par une ligne dirigée à-peu-près du nord-est au sud-ouest, tellement que le terrain compris entre cette ligne & la côte, formera un district, dont Fréjus est provisoirement le chef-lieu, sauf au département de désigner un autre emplacement s'il n'estime pas celui-ci convenable. 2°. Que le surplus du terrain, comprenant Draguignan, sera le chef-lieu, laissant au surplus à ces deux districts la faculté de faire avec leurs voisins tels échanges qu'ils jugeront utiles & convenables.

Quand il s'est agi du département de Provence, M. Mougins de Roquefort a dit que la ville d'Antibes, en Provence, demandoit d'être chef de district, & elle réclamait d'être du moins séparée de celui de Grasse.

M. Gossin, membre du comité de constitution, a rendu compte de cette contestation.

Il a observé que cette prétention avoit été discutée & éclairée par le Maire de la ville de Grasse, qui avoit présenté des raisons décisives & lumineuses, tirées de la population de la cité de Grasse, de ses rapports commerciaux avec celle d'Antibes, & qu'il avoit été en conséquence décidé, 1°. que la ville de Grasse seroit chef-lieu de district;

2°. Que la ville d'Antibes faisoit partie de ce district, & n'en seroit pas séparée.

L'assemblée a adopté l'avis du comité, qui est conçu ainsi :

L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution, que la division du département de l'est de la Provence est maintenue dans son intégrité, en ce qui concerne les vigueries de Grasse, conformément au vœu des députés de ce département;



Voici maintenant les décrets concernant les départemens du Querci & celui de Carcassonne.

L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution, 1°. que le département du Querci, dont Cahors est le chef-lieu, est divisé en six districts, dont les chefs-lieux sont Cahors, Montauban, Lauzerte, Gourdon, Martel & Figeac;

2°. Que les électeurs du département détermineront si le nombre de ces districts doit être augmenté; & dans ce cas, ils proposeront cette augmentation à décréter par la prochaine législature;

3°. Que les établissemens du district des villes de Lauzerte & Moissac, seront partagés entre ces deux villes, selon que les électeurs du département le jugeront convenable, de manière que Moissac soit chef-lieu de district ou le siège de la juridiction, sauf les droits de la ville de Montauban aux établissemens qui seront déterminés par la constitution.

L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution, 1°. que le département de Carcassonne est divisé en six districts, dont les chefs-lieux sont Carcassonne, Castelnaudari, Lagrasse, Limoux, Narbonne & Quillan;

2°. Que la ville de Carcassonne est le chef-lieu de ce département, & qu'à la suite de la première session, l'assemblée déterminera si les séances doivent alterner; en outre, quelle ville, sur alternatif, aura lieu pour cette disposition être proposée à la première législature.

M. le président a annoncé que le roi avoit sanctionné le décret du 16 de ce mois, qui a prorogé jusqu'au premier mars prochain le délai pour la déclaration des biens ecclésiastiques, & celui du 21 concernant les condamnations prononcées pour raison des délits & des crimes.

On voit avec intérêt parmi ces décrets sanctionnés,

celui qui a consacré le triomphe de la raison sur le préjugé des peines infamantes.

M. Goffin a dit qu'on avoit proposé au comité de constitution plusieurs difficultés survenues dans l'exécution des décrets sur les municipalités. Il a demandé si le comité étoit autorisé à répondre aux demandes qui n'ont trait qu'à l'application des principes qui ont dirigé l'assemblée nationale.

M. Garat aîné, a pensé que l'interprétation des loix appartenoit seule au législateur, & que la cession de ce droit au comité, seroit un commencement d'aristocratie dans l'assemblée législative.

Suivant M. Goupille, il falloit distinguer les objets de simple éclaircissement sur les décrets, d'avec leur interprétation ; & que le comité pouvoit de lui-même faire toutes les réponses qui ne touchoient pas à la législation.

En effet, le pouvoir législatif confié à des représentans est un droit incessible. Il ne peut être transmis par des délégués à un petit nombre d'autres.

M. Mougins pensoit que le comité pouvoit donner des éclaircissmens nécessaires & se renfermer dans ce seul objet.

Il a été décidé de passer à l'ordre du jour. M. le président a fait lecture d'une lettre de M. de Volnei, conçue en ces termes :

*Paris, le 28 janvier 1790.*

M. le président,

« Avant que l'assemblée nationale se fut expliquée sur l'incompatibilité des fonctions de député avec toute commission du gouvernement, j'en avois accepté une pour l'Isle de Corse avec d'autant plus de confiance, que je



comptois donner ma démission le jour où je deviendrois le porteur des décrets.

Maintenant que l'assemblée a manifesté ses intentions, j'ai l'honneur de lui déclarer que je me suis desisté de la double mission par laquelle je m'étois chargé de concourir à l'organisation du département de Corse, & de diriger le commerce & l'agriculture dans cette île.

Je suis, &c.

*Signé* VOLNEI.

Cette lettre a été applaudie, & il a été décidé que le nom de M. de Volnei seroit inscrit dans le procès-verbal.

On a passé à l'ordre du jour qui étoit pour les finances.

M. Nourriffart a rapporté ce qu'il avoit déjà dit à une des séances du soir sur la nature du métal dont les cloches sont composées. Il a discuté les divers projets envoyés au comité, pour la fonte des cloches inutiles. Il a développé un projet de fabrication sur les anciennes bases du cuivre rouge & de l'argent dans une proportion à peu près la même que celle du billon qui est aujourd'hui en circulation; il est sans doute nécessaire, a-t-il dit, de frapper des pièces de plusieurs valeurs pour la commodité des paiemens; avec des pièces de cinq sous, de deux sous, & de dix-huit deniers, on feroit tous les appoints. La pièce de cinq sous paroît convenable par ses rapports avec la livre de France, & peut-être trouvera-t-on convenable tôt ou tard de frapper des pièces de dix, de vingt, de trente sous, mais votre comité ne doit pas encore vous entretenir de cet objet. Il est indispensable de fixer la quantité qui en sera frappée, le titre & la valeur du marc; c'est de ces deux objets que résultera le poids de chaque pièce... Vous penserez peut-être que la fabrication de

24 millions de cette monnoie sera suffisante pour les besoins journaliers des habitans de ce vaste empire.

Le numéraire du billon réunit le double avantage de faciliter le paiement des appoints, la vente des menues denrées, & l'on n'a pas à craindre qu'il soit exporté dans l'étranger.

Après avoir répandu dans le public une certaine quantité de ce nouveau billon, la circulation du billon actuel devra être défendue. Alors l'assemblée pèsera dans sa sagesse les moyens qu'elle devra mettre en usage pour en ordonner l'apport aux hôtels des monnoies. Votre comité des finances a l'honneur de vous présenter des modèles d'empreintes, & de vous proposer le décret suivant :

» L'assemblée nationale, considérant les diverses demandes qui lui ont été adressées, pour que, vu la disette de la même monnoie, il lui plût ordonner incessamment une fabrication de monnoie de billon; considérant qu'il est convenable de donner au roi sur une monnoie nouvelle le titre glorieux de roi des François (1), a décrété & décrète :

#### A R T. P R E M I E R.

Qu'il sera incessamment fabriqué dans les divers hôtels des monnoies du royaume la quantité de deux millions de billon du poids & titre ci-après.

---

(1) Il valoit encore mieux lui donner le titre dans la nouvelle monnoie d'argent qui est le produit du patriotisme de la nation. Les Romains ne se contentoient pas de mettre les noms de leurs rois sur des monnoies. Ils marquoient tous les grands événemens de l'empire par des médailles allégoriques qui formaient un corps d'histoire nationale, gravée sur les métaux.



## A R T. I I.

Le susdit billon sera fabriqué au titre de deux deniers de fin , au remède de trois grains.

## A R T. I I I.

Il sera fabriqué dans chaque monnoie un tiers de pièces valant 5 sols, un tiers de pièces valant 2 sols , & l'autre tiers de pièces valant 18 deniers.

Les pièces de 5 sols seront à la taille de 40 au marc, au remède de poids de trois pièces au marc ; les pièces de 2 sols , à la taille de 120 au marc , au remède de poids de 8 pièces au marc ; & enfin les pièces de 18 deniers à la taille de 160 pièces au marc , au remède de poids de 12 pièces au marc , sans aucun recours de la pièce au marc.

## A R T. I V.

Lesdites pièces porteront d'un côté pour légende , *Louis XVI, roi des Français* , & de l'autre leur valeur numérique, conformément aux empreintes figurées au bas du présent décret ; & seront lesdites pièces marquées sur la tranche d'une simple hachure.

## A R T. V.]

Lesdites pièces de billon auront cours dans toute l'étendue du royaume pour la susdite valeur ; mais on ne pourra être contraint dans aucun paiement d'en recevoir pour plus de 6 liv.

## A R T. V I.

Les pièces de billon fabriquées en France , actuellement en circulation , de la valeur de 2 sous & de 18 deniers , continueront d'avoir cours jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné.

## A R T VII.

Les déchets sur cette fabrication seront alloués aux directeurs des monnoies, à raison de 6 pour 100, & tous les frais de fabrication seront fixés à 20 sous par marc, dont la répartition sera faite par le roi entre tous les officiers & ouvriers des monnoies.

## A R T. VIII.

L'assemblée nationale fait très-expresses inhibitions & défenses de recevoir ou donner dans les paiemens aucunes pièces de billon de fabrication étrangère.

Dès que le rapport a été fini, M. l'évêque d'Autun a observé que la question étoit trop délicate pour ne pas être discutée; il a demandé l'ajournement.

M. Fréteau a observé qu'il n'étoit pas possible de statuer sur le décret proposé, sans prendre de sages précautions à raison de la monnoie.

M. de Lacy trouvoit plus avantageux d'établir un comité chargé d'examiner la proportion entre les métaux; mais cette demande a été trouvée prématurée: on a renvoyé à huitaine la discussion du projet de décret présenté.

M. de Montesquiou a fait au nom du même comité un rapport, ou plutôt il a présenté quelques aperçus sur les dépenses fixes & les économies dans les finances; il a suivi le même ordre de matières que celui que le gouvernement vient de faire imprimer; cet exposé fort succinct a été suivi d'un second rapport du même comité, fait par M. Dupont de Bigorre, sur *l'abolition du régime prohibitif des heras.*

Cette question est grande peut-être aux yeux des anciens administrateurs; mais elle est bien simple, si l'on ne consulte que l'expérience & le vœu des habitans des campagnes



qui en est la conséquence. Déjà depuis long-temps la masse des loix d'administration dans cette partie augmentoit sensiblement; mais la population des chevaux diminuoit en proportion, tant il est vrai qu'il n'appartient qu'à la liberté de faire tout prospérer, & que la tyrannie réglementaire finit par tout perdre; c'est ce qui faisoit dire à M. Dupont.

« L'assemblée nationale a voulu détruire le régime des haras, puisqu'elle est dans la disposition d'en supprimer les dépenses. Elle l'a manifesté dans le préambule de son décret du 6 octobre dernier. Le ministre des finances l'a bien regardé comme supprimé, mais vous n'avez pas prononcé positivement sur le sort des établissemens qui en sont l'occasion, ainsi que de plusieurs autres dépenses qui vous sont connues, savoir, pour M. Desessart, en qualité d'ancien commis des haras, dix mille livres; à M. de Polignac, pour l'établissement de Chambor, cent mille livres pendant cinq ans; sur les recettes générales de quelques provinces, cinquante mille liv. Total, neuf cents soixante-quinze mille livres, sans y comprendre les traitemens & gratifications particulières que ce régime occasionne.

Il est constant, d'après une trop longue expérience, que l'état n'a pas retiré de ces établissemens l'avantage qu'il en avoit espéré, & que l'espèce des chevaux n'est devenue plus rare & plus abâtardie en France, que depuis ce régime prohibitif si contraire à vos principes.

C'est depuis cette époque que la France négligeant ses propres productions, va porter pour la remonte même de ses troupes, un numéraire immense dans les pays étrangers, & que le luxe fait venir à grands frais des chevaux de l'Angleterre.

C'est pour remédier à de pareils maux que vous connoissez mieux que je ne saurois les calculer, que le comité des finances vous propose le projet de décret suivant :

\* L'assemblée nationale ayant , par le préambule de son décret du 6 octobre dernier , déterminé une réduction de 814,000 livres sur la dépense des haras ; considérant que ces établissemens n'ont point produit dans l'état les effets qu'on avoit lieu d'en attendre ; qu'ils sont nuisibles au commerce destructif de l'espèce , contraires aux vrais principes de la liberté , à charge au trésor public , & onéreux aux provinces , a décrété & décrète.

#### ARTICLE PREMIER.

Le régime prohibitif des haras est aboli.

#### ART. II.

Toutes dépenses publiques relatives aux haras sont supprimées.

#### ART. III.

Les étalons & les établissemens des haras par commission , autres que ceux qui sont formés dans les domaines dont sa majesté s'est réservé la jouissance , sont à la disposition des assemblées de département , à la charge d'indemniser & de rembourser à cet égard les communautés & particuliers qui avoient fait les fonds de ces différens établissemens.

M. Laborde s'est élevé contre le dernier article , comme étant louche & insuffisant.

M. le prince de Poix a dit que les établissemens de Normandie & de Pompadour en Limousin , étoient dépendans des domaines du roi , & que celui de Chambor étoit un établissement public.

Suivant M. du Châtelet , il falloit supprimer les abus ; au lieu de détruire les haras , & donner des encouragemens.

Voulez-vous des *chevaux* ? n'ayez pas des *haras* , a répondu M. de Noailles ; comme si vous voulez avoir des



arbres, n'ayez point de pépinières. Les petites tyrannies découragent l'industrie, & trompent les espérances de ceux pour qui les établissemens ont été faits. Depuis qu'il y a des haras, il y a moins de chevaux ; & si tous les habitans peuvent également en élever, vous verrez des productions magnifiques & nombreuses. Il ne reste qu'à prendre des mesures pour l'entretien & nourriture des haras tant qu'ils subsisteront, de manière à ne pas perdre les fonds immenses qui ont été répandus dans cette partie.

M. le vicomte de Mirabeau attaquoit l'article III, ainsi que M. de Foucaud ; il demandoit ensuite l'ajournement de la question ou son renvoi aux assemblées de département. M. le vicomte a invoqué un article de la déclaration des droits de l'homme ; & comme il s'agissoit de chevaux, le premier mouvement de l'assemblée a été une gaité bruyante qui a interrompu un instant l'orateur ; mais il a appliqué ensuite cet article de la déclaration à l'indemnité juste & préalable qui seroit due à ceux dont on détruiroit les établissemens.

La prospérité des campagnes & l'éducation des bestiaux n'a besoin que de l'influence de la liberté, a dit M. de Crancei ; il suffira donc de détruire la prohibition portée par les anciens réglemens.

M. de Vassé, député de Normandie, a défendu les nombreux établissemens des haras de cette province, & son projet étoit de distraire, sur la somme employée à l'établissement des haras, la somme annuellement employée à l'achat des étalons, ainsi qu'à accorder des primes à ceux qui ont les plus beaux élèves, pour être appliquée aux mêmes encouragemens sous la direction des assemblées administratives.

M. Fréteau a proposé ensuite de faire dresser des états de tous les effets qui peuvent être en dépôt dans tous les

En la presente sesión se acordó supeditar al  
del 1900 de la Junta de Gobierno, y en consecuencia  
se acordó que el Ayuntamiento de Madrid se  
inscriba en el tomo de la Real Cédula de 1808  
de 10 de Mayo.

En la sesión de 1900, se acordó que el  
Ayuntamiento de Madrid se inscriba en el tomo  
de la Real Cédula de 1808 de 10 de Mayo, y  
se acordó que el Ayuntamiento de Madrid se  
inscriba en el tomo de la Real Cédula de 1808  
de 10 de Mayo.

En la sesión de 1900, se acordó que el  
Ayuntamiento de Madrid se inscriba en el tomo  
de la Real Cédula de 1808 de 10 de Mayo, y  
se acordó que el Ayuntamiento de Madrid se  
inscriba en el tomo de la Real Cédula de 1808  
de 10 de Mayo.

En la sesión de 1900, se acordó que el  
Ayuntamiento de Madrid se inscriba en el tomo  
de la Real Cédula de 1808 de 10 de Mayo, y  
se acordó que el Ayuntamiento de Madrid se  
inscriba en el tomo de la Real Cédula de 1808  
de 10 de Mayo.

En la sesión de 1900, se acordó que el  
Ayuntamiento de Madrid se inscriba en el tomo  
de la Real Cédula de 1808 de 10 de Mayo, y  
se acordó que el Ayuntamiento de Madrid se  
inscriba en el tomo de la Real Cédula de 1808  
de 10 de Mayo.

En la sesión de 1900, se acordó que el  
Ayuntamiento de Madrid se inscriba en el tomo  
de la Real Cédula de 1808 de 10 de Mayo, y  
se acordó que el Ayuntamiento de Madrid se  
inscriba en el tomo de la Real Cédula de 1808  
de 10 de Mayo.

En la sesión de 1900, se acordó que el  
Ayuntamiento de Madrid se inscriba en el tomo  
de la Real Cédula de 1808 de 10 de Mayo, y  
se acordó que el Ayuntamiento de Madrid se  
inscriba en el tomo de la Real Cédula de 1808  
de 10 de Mayo.

En la sesión de 1900, se acordó que el  
Ayuntamiento de Madrid se inscriba en el tomo  
de la Real Cédula de 1808 de 10 de Mayo, y  
se acordó que el Ayuntamiento de Madrid se  
inscriba en el tomo de la Real Cédula de 1808  
de 10 de Mayo.

En la sesión de 1900, se acordó que el  
Ayuntamiento de Madrid se inscriba en el tomo  
de la Real Cédula de 1808 de 10 de Mayo, y  
se acordó que el Ayuntamiento de Madrid se  
inscriba en el tomo de la Real Cédula de 1808  
de 10 de Mayo.